

délai de rétractation, loi applicable au contrat et juridiction compétente.

La sécurité des transactions et le développement des échanges en ligne suppose aussi la reconnaissance de la valeur juridique au document et à la signature électronique. Comment en effet le commerce électronique se développera-t-il s'il demeure impossible de s'assurer de l'identité du co-contractant, de l'authenticité d'un message électronique, ou du fait qu'en cas de contestation il sera possible d'apporter devant le juge la preuve d'une transaction. Le cadre juridique actuel ne permet pas d'apporter une réponse satisfaisante à ces questions. Le Code civil impose notamment dans son article 1341, pour ce qui concerne les relations entre les particuliers, la rédaction d'un écrit sous la forme d'un acte authentique (devant notaire) ou sous seing privé (signature des parties), pour les actes supérieurs à un montant fixé par un décret du 15 juillet 1980 à 5 000 F. Une réforme législative est donc nécessaire sur ce point.

Le Conseil d'Etat a proposé de conditionner la valeur juridique à deux exigences : l'identification des signataires par une signature électronique fiable et la conservation durable du message sous le contrôle du signataire. Il a également estimé, afin de simplifier le recours à ces signatures, que la certification du message par un organisme dûment accrédité pourrait même faire présumer que ces deux exigences légales sont satisfaites. Un point sensible est en débat : en cas de conflit entre deux actes, l'un sur support papier, l'autre sur support électronique, faut-il faire prévaloir le premier ? Il semble en fait difficile de maintenir longtemps la prééminence de l'écrit, entouré finalement de moindres garanties (pour les actes sous seing privé). Afin de limiter les risques de remise en cause d'avenants électroniques contraires à des engagements écrits antérieurs, il est sans doute préférable de s'en remettre à la sagesse du juge, et de lui laisser trancher les conflits entre les deux modes de preuves en fonction des circonstances de l'espèce.

Autre sujet difficile, qui rend nécessaire une adaptation de la législation, la fiscalité, perturbée par les phénomènes de dématérialisation liés en particulier au développement d'Internet. Certaines règles apparaissent tout d'abord inadaptées ou difficiles à mettre en oeuvre sur Internet. C'est le cas en particulier pour la TVA : les sites marchands étrangers ignorent souvent les modalités de la taxation dans le pays de l'acheteur ou simplement le régime dont relève cet acheteur (assujettissement du client à la TVA par exemple), ce qui les conduit par exemple fréquemment à vendre les biens et services hors taxes et à reporter sur le consommateur la charge d'acquitter les taxes et droits de douane, et rend très aléatoire la perception des sommes dues. A cela, s'ajoutent l'impact de la géographie actuelle du commerce électronique et la disparité des régimes de taxation (tous les Etats ne prélevant pas de taxe à la consommation par exemple). La taxation de certaines prestations sur le lieu du vendeur favorise certains Etats tiers à l'Union Européenne, ou les entreprises de ces Etats, lorsque leur régime fiscal est plus favorable qu'au sein de l'Union.

Il apparaît que certaines adaptations importantes du régime de la TVA seraient le cas échéant requises (la TVA relève de la sixième directive européenne du 17 mai 1977 dont la modification requiert une approbation à l'unanimité des Etats membres de l'Union). Ranger clairement les « biens immatériels » dans la catégorie des prestations de service, en retenant le principe de la taxation sur le lieu de consommation, permettrait d'harmoniser les règles relatives à la détermination du lieu d'imposition, tout en limitant les risques d'évasion fiscale, et d'assurer une concurrence équitable entre opérateurs. Il conviendrait sans doute en outre d'harmoniser les règles de territorialité prévues à l'article 9 de la sixième directive et de prévoir que tous les services sont taxés sur le lieu de la consommation. Une telle modification supposerait d'achever l'harmonisation des taux de TVA en Europe pour éviter des distorsions au sein de l'Union. Mais les principales difficultés concernent le recouvrement des taxes, compte tenu de la nature d'Internet, réseau international, décentralisé, mettant les parties en relation